

Journée d'étude réunissant les acteurs du mouvement altermondialiste

Le 17 janvier dernier 2009, Espaces Marx, ATTAC et la Fondation Copernic, les revues *Mouvements*, *Politis*, *Transform!*, organisaient une journée d'étude à l'Espace Niemeyer à Paris.

Une crise aux multiples facettes :

- Quelles convergences et quelles divergences au sein du mouvement altermondialiste quant à l'analyse de la crise et aux conclusions qui en découlent ?
- Quelle articulation entre la crise écologique, la crise alimentaire et la crise financière, économique et sociale ?

Quels nouveaux défis pour le mouvement altermondialiste ?

- Dix ans après Seattle, quel bilan du mouvement altermondialiste, quels progrès et quels problèmes non résolus ?
- Quels défis dans cette période nouvelle et quelles nouvelles pistes pour tenter de les relever ?

Les contributions *

Face à la crise, quel altermondialisme? Rappel des faits

Laurent Être, journaliste.

Depuis sa première édition, en 2001, à Porto Alegre, le forum social mondial (FSM) a perdu en dynamisme.

Le mouvement altermondialiste renvoie à tant de réseaux, de regroupements et d'associations qu'il peut paraître impropre de parler de mouvement. Mais si l'on se réfère aux documents fondateurs, comme par exemple la *Charte des principes* du forum social mondial (FSM) élaborée en 2001, on constate que la diversité y est affichée comme une valeur cardinale, précisément fédératrice en elle-même. C'est du travail de celle-ci, au fond, qu'est attendue l'émergence de « l'autre monde possible ». La confiance dans la puissance de la multitude semble bien, cependant, toucher à ses limites. Lors du forum de Porto Alegre, en 2005, un clivage est apparu au grand jour entre ceux qui, à l'instar du militant de la théologie de la libération Chico Whitaker, entendent perpétuer le FSM comme « espace ouvert » sans consensus stratégique, et ceux qui, comme Bernard Cassen, cherchent à dégager un socle commun de propositions, un véritable manifeste. Ce débat met aux prises deux conceptions du rapport au politique, l'une de méfiance plus ou moins revendiquée, l'autre plus dialectique, s'appuyant sur les expériences vénézuélienne et bolivienne. Dans le contexte de la crise systémique du capitalisme, le forum social mondial de Belém, qui se tiendra du 27 janvier au 1er février, relancera certainement la discussion. Le fait que les États des pays riches volent au secours de leurs banques en laissant dépourvues les populations face aux conséquences sociales de la crise valorise encore davantage, par contraste, les expériences gouvernementales alternatives au néolibéralisme. Si l'altermondialisme assume un caractère « interclassiste » et mise sur une « société civile mondiale », il ne peut nier que la classe des capitalistes a des relais pour le moins privilégiés au niveau de l'écrasante majorité des États du globe. Sauf à s'enfermer dans l'inconséquence, l'altermondialisme devra bien envisager de dépasser la posture de contre-pouvoir et s'interroger sur les moyens à mettre en œuvre pour que les peuples arrachent enfin le pouvoir aux oligarchies financières.

* *Nota Bene* : le présent recueil de textes complète les interventions. Il ajoute une présentation générale de Laurent Être, ainsi que le texte de Marc Mangelot, tous deux non présents lors de la journée du 17 janvier 2009.

source des articles : *L'Humanité des débats*, 24 janvier 2009

http://www.humanite.fr/2009-01-24_L-Humanite-des-debats_Face-a-la-crise-quel-altermondialisme-Rappel-des

Altermondialisme. La nécessité d'un débat stratégique

Thomas Coutrot, économiste, membre du conseil scientifique d'ATTAC.

Une issue progressiste à la crise actuelle du capitalisme, c'est-à-dire une issue juste, écologique et démocratique, ne pourra l'emporter que portée par une vaste alliance sociale internationale, interclasses et pluraliste, que l'actuel mouvement altermondialiste préfigure. Celui-ci doit commencer à se penser et à se poser comme le creuset d'une refondation coopérative de l'organisation du monde (« l'autre monde possible »). L'orientation majoritaire des couches dominantes, à la suite de l'élection d'Obama, est désormais de renflouer l'économie à court terme par un soutien massif aux banques, aux grands groupes et à la consommation des ménages, et à long terme par une relance de l'accumulation « verte » : le *Green New Deal*.

Vu la gravité de la crise économique et sociale et l'absence de marges de manoeuvre budgétaires à moyen terme, le succès est peu probable ; et les dirigeants reviendront sans doute à des formes de légitimation autoritaires, sécuritaires et nationalistes. Le débat central est à mon avis le suivant : faut-il se contenter de soutenir les propositions de « néokeynésianisme vert » pour les radicaliser et leur donner plus de chances de succès ? Ou faut-il viser dès maintenant un dépassement du capitalisme ? Dans le premier cas on se contentera de revendications destinées à « gauchir » et à « verdir » les politiques néokeynésiennes : réforme fiscale redistributive, taxes globales sur le CO2 et transactions financières, régulation de la finance, régulation écologique et sociale des marchés de biens et de services...

On pourrait en effet démontrer qu'une politique néokeynésienne verte devra être fortement redistributive pour réussir. Nous devons bien sûr exiger ces mesures et soutenir tout gouvernement qui les mettra en œuvre. Mais peut-on se satisfaire de la relance d'un système capitaliste productiviste, même « verdi » ? La reprise de l'accumulation capitaliste, même contrainte par des régulations politiques fortes, demeurerait incompatible avec la nécessaire réduction des prélèvements sur les stocks de ressources renouvelables. En outre, elle déboucherait, à terme, sur une reprise de la concentration du pouvoir économique et un délitement des concessions démocratiques et sociales un temps accordées.

Aujourd'hui plusieurs stratégies anticapitalistes coexistent dans le mouvement altermondialiste. Le projet léniniste classique – « contrôle ouvrier », auto-organisation des masses et conquête du pouvoir politique central par un parti révolutionnaire... – est porté par l'extrême gauche. Les partisans de la « décroissance » ou de la « relocalisation généralisée » visent quant à eux une révolution culturelle et des valeurs, qui passe principalement par des changements de comportements individuels et le choix d'une « simplicité volontaire ». La stratégie qui me semble la plus fructueuse – et qui présente d'ailleurs des points communs avec chacune des deux précédentes – serait un projet de type gramscien : le développement à long

terme d'une « contre-hégémonie » de la société civile, *via* de multiples formes et expériences d'auto-organisation démocratique recherchant l'appropriation des mécanismes économiques et politiques par le plus grand nombre.

Dépasser les limites de la «critique altermondialiste»

Élisabeth Gauthier, d'Espaces Marx, également codirectrice du réseau européen Transform! et coéditrice de la revue *Transform!*, éditée deux fois par an en sept langues. Voir également un développement plus complet dans *Transform!* n° 03-2008.

Dix ans après Seattle, les enjeux auxquels le mouvement altermondialiste et ses différentes composantes sont confrontés ont radicalement changé. Les différents aspects de la crise globale (financière, immobilière, alimentaire, énergétique, sociale, relations internationales...) ne prennent pas au dépourvu ce mouvement qui a travaillé sur ces thèmes durant toutes ces années. Les batailles contre la marchandisation du monde, la libre concurrence, le pouvoir des marchés, la guerre, pour les biens communs, les droits humains ont marqué des points.

Mais il est un point aveugle qui risque de devenir fatal dans le contexte d'aujourd'hui. On ne peut se limiter à la sphère de la circulation des capitaux, on doit se pencher sur le mode de leur accumulation. Il s'agit de comprendre les transformations du capitalisme qui, sur les trente dernières années environ, ont conduit à cet ensemble de crises et à leur imbrication. Car, au-delà des phénomènes apparents, c'est le changement du mode d'accumulation et de production qui débouche aujourd'hui sur une crise aiguë des rapports sociaux, du travail, sur un déplacement des rapports de force en faveur du capital. Cette dégradation au détriment du travail accentue les modes multiples de domination, dégrade la démocratie, conduit à l'érosion des bases sur lesquelles se sont constitués de nombreux mouvements progressistes.

La financiarisation n'est pas réductible à des mécanismes bancaires ou boursiers comme les crédits hypothécaires, la titrisation... Elle s'inscrit en continuité directe avec les délocalisations, les licenciements, l'accroissement de la flexibilité. Il s'agit toujours de satisfaire, au détriment des revenus du travail et de la condition des individus au travail, la soif inextinguible de profits des actionnaires.

Or, dans le mouvement altermondialiste, le rapport entre financiarisation de l'économie et transformation des rapports sociaux n'a pas été au cœur des débats. L'articulation de la sphère de la distribution et de la circulation avec la sphère de la production n'est, jusqu'à présent, pas au centre des réflexions communes alors que certaines forces participant au mouvement altermondialiste y prêtent une grande attention. Vouloir débattre de l'autre

monde possible au moment de la crise aiguë et globale nécessite une critique plus complète des contradictions fondamentales et un travail approfondi quant aux alternatives. Il s'agit de limiter les pouvoirs des actionnaires sur les salariés, les entreprises, le travail, la société, de se battre contre le paiement de la crise par les peuples, et notamment par les classes sociales les plus dominées et les plus exploitées, et d'inventer un nouveau mode de développement. Au moment où Sarkozy, Merkel, Blair parlent d'un « nouveau monde, nouveau capitalisme », où des dirigeants politiques développent de nouvelles interventions étatiques afin de sauver la logique capitaliste, il faut préciser ce que veut dire un « autre monde est possible ».

Une analyse plus cohérente permettrait de construire des campagnes et des mobilisations davantage communes, en dépassant l'addition d'objectifs portés par des forces trop séparées les unes des autres. Au moment d'une crise aussi globale, il ne semble pas raisonnable de maintenir la traditionnelle division du travail entre « mouvements » et « politique ». Il faut chercher à construire, dans le respect de l'identité des forces engagées, des fronts face aux causes et aux conséquences de la crise. C'est une urgence pour les peuples.

Aller au-delà du seul refus du néolibéralisme

Pierre Khalfa, membre du conseil scientifique d'ATTAC, porte-parole de l'union syndicale Solidaires.

Face à la crise quel altermondialisme ?

Le mouvement altermondialiste a une dizaine d'années d'existence. C'est donc un mouvement jeune. Il présente des caractéristiques originales. Il se veut un mouvement « citoyen », représentant l'intérêt général contre la logique de marchandisation généralisée portée par le néolibéralisme. Les forums sociaux sont la forme historique qu'a prise le mouvement altermondialiste pour son apparition politique. Ils veulent à la fois être des cadres de débat, permettre l'élaboration d'alternatives et être un point d'appui pour les mobilisations. Le caractère ouvert et non délibératif du forum social lui permet d'incorporer en permanence des forces nouvelles. Par son mode de fonctionnement et les débats croisés qu'il impulse, il a permis de créer l'embryon d'une nouvelle culture politique faite de respect de la diversité, de mise en œuvre de processus de démocratie participative et de refus d'une structuration hiérarchique.

Ce processus a cependant aujourd'hui atteint un certain nombre de limites liées à la conjonction de deux éléments. Le premier renvoie à la dynamique propre des forums sociaux. Ceux-ci reposaient sur un pari implicite : la dynamique du processus pourrait permettre le rapprochement

des points de vue, l'élaboration d'alternatives communes, la convergence des stratégies et la construction de mobilisations fédératrices. Force est de constater que cela a été rarement le cas, la diversité des composantes du mouvement étant, de ce point de vue, un élément de paralysie.

De plus, le processus de préparation des forums est aujourd'hui essentiellement centré sur un mécanisme complexe de construction de moments de débats, leur foisonnement exprimant la grande diversité des acteurs présents et des terrains d'intervention couverts. Mais, dans ce cadre, les questions de stratégie sont traitées dans les interstices des forums, à leur marge. Il est donc très difficile de construire des processus de mobilisation dans le cadre des forums. Le second élément renvoie à la crise actuelle qui rend en partie obsolètes les références du mouvement altermondialiste. Celui-ci s'était constitué sur le refus du néolibéralisme. Ce refus n'est plus suffisant car la crise a gravement mis à mal le régime d'accumulation du capitalisme néolibéral et l'idéologie correspondante. Les classes dominantes ont d'ailleurs pris la mesure de cette crise tant pour essayer de la contenir que pour lancer, dans le cadre du G20, un processus de refondation du capitalisme. Le point d'aboutissement de ce processus fait d'ailleurs l'objet de débats en leur sein et dépendra pour beaucoup de la capacité des mouvements sociaux, des forces progressistes à peser sur les oligarchies en place. Quoi qu'il en soit, le consensus originel du mouvement altermondialiste n'est plus suffisant.

La crise oblige à apporter des réponses alternatives globales et à mettre en avant des objectifs immédiats susceptibles de répondre à l'urgence de la situation et d'impulser une dynamique de mobilisation sociale et citoyenne. Car dans une situation qui va connaître de grands bouleversements, c'est la construction par les dominé-es de rapports de forces qui sera l'élément déterminant. Le mouvement altermondialiste saura-t-il dépasser ses limites actuelles et commencer à construire les stratégies nécessaires pour répondre à la nouvelle situation ? Ce sera un des enjeux du forum social mondial de Belém.

Et maintenant, le post-altermondialisme...

Bernard Cassen, secrétaire général de Mémoire des luttes, président d'honneur d'ATTAC.

Chaque mouvement social ou politique est façonné par le contexte dans lequel il a pris naissance. Lorsque ce contexte se modifie sensiblement, la question se pose à lui de savoir s'il doit poursuivre linéairement sa trajectoire, au risque de se transformer en objet vintage, ou bien s'il doit reconsidérer ses pré-supposés pour s'adapter à la nouvelle donne. Telle est la situation dans laquelle se trouve aujourd'hui le mouvement altermondialiste.

S'il n'est pas advenu par génération spontanée, ce mouvement acquiert son identité propre et sa visibilité au tournant du siècle dernier avec trois dates symboliques: 1998 (création d'ATTAC à l'initiative du *Monde diplomatique*), 1999 (Seattle) et 2001 (premier forum social mondial à Porto Alegre). Le fait qu'on lui donne un nom—d'abord « antimondialiste » puis « altermondialiste »—est significatif: il faut inventer un mot pour cristalliser la naissance d'un phénomène nouveau. Pour autant, tout le monde ne met pas le même sens derrière ce mot car le mouvement est une nébuleuse d'organisations qui ont chacune leur finalité, sont parfois concurrentes et se retrouvent seulement côte à côte de manière ponctuelle, principalement à l'occasion des forums sociaux. En raison de son hétérogénéité, ce mouvement ne peut avoir ni structuration permanente ni programme commun. Son unité se réalise seulement dans le rejet des politiques néolibérales et dans la conviction que cette réalité n'est pas immuable: « un autre monde est possible ».

À la fin des années 1990, la forteresse néolibérale est au faite de sa puissance: tous les gouvernements appliquent strictement les préceptes libéraux; les traités européens les verrouillent, comme le font la Banque mondiale, le FMI et l'OMC à l'échelle planétaire. Cette toile de fond, se combinant à la diversité des composantes du mouvement altermondialiste, explique pourquoi la culture moyenne de ce dernier est une culture de contre-pouvoir, d'hostilité à tous les gouvernements (ou presque) et de méfiance envers les partis. Une décennie plus tard, la situation est bien différente. Le capitalisme est entré dans une crise structurelle. Le FMI, la Banque mondiale et l'OMC sont affaiblis et discrédités. Surtout, en Amérique latine, des gouvernements à forte assise sociale—à commencer par celui du Venezuela—mettent en œuvre des politiques de rupture allant dans le même sens que celles réclamées à l'occasion des forums: les forces populaires ne sont pas condamnées au statut d'éternelles opposantes.

Le mouvement se trouve au pied du mur: va-t-il faire comme si de rien n'était, se draper dans son autonomie, et avoir avec Hugo Chavez, Evo Morales, Rafael Correa ou Fernando Lugo les mêmes rapports qu'avec Felipe Calderon, Nicolas Sarkozy et, demain, Barak Hussein Obama? C'est pour répondre à ce nouveau cadre historique que, lors d'un colloque tenu en janvier 2008, l'association Mémoire des luttes (www.medelu.org) a avancé le concept de « post-altermondialisme ». Là aussi, il fallait bien « baptiser » une perspective inédite. De quoi s'agit-il? Certainement pas de se substituer au mouvement altermondialiste qui conserve toute sa pertinence comme facteur de « conscientisation » et d'agglutination de forces très diverses. Il s'agit—à partir de lui, et pas contre lui ou à sa place—de procéder à un essaimage, d'imaginer de nouvelles configurations prenant notamment la forme d'actions et d'initiatives communes entre les mouvements sociaux qui le désirent et les partis et les gouvernements engagés dans des processus de profonde transformation sociale. Les expériences menées en Amérique latine ne sont pas transposables telles quelles, par exemple en Europe. Sauf une: le primat de la volonté politique, l'irruption de la souveraineté populaire.

Altermondialisme. Un mouvement confronté à la crise de la mondialisation

Gustave Massiah, président du Centre de recherche et d'information pour le développement (CRID).

Le mouvement altermondialiste s'affirme comme un mouvement historique qui s'inscrit dans la durée et renouvelle les mouvements historiques précédents. La décolonisation, les luttes sociales, l'impératif démocratique et les libertés constituent la culture de référence historique du mouvement altermondialiste. La stratégie du mouvement altermondialiste s'organise autour de la convergence des mouvements sociaux et citoyens qui mettent en avant la solidarité, les libertés et la paix.

À travers les forums, une orientation stratégique s'est dégagée : celle de l'accès de tous aux droits fondamentaux. La question stratégique est centrale. Elle soulève la question du pouvoir qui renvoie au débat sur l'État et sur le politique, et à la question du modèle de transformation sociale et de la nature du développement. Le mouvement altermondialiste est confronté à la crise de la mondialisation capitaliste dans sa phase néolibérale. L'incertitude demeure sur les temps et les horizons de la crise. Pour autant, la crise du néolibéralisme ne signifie pas sa disparition inéluctable. Plusieurs scénarios sont possibles à moyen terme, avec plusieurs variantes : un néolibéralisme conforté, une dominante néoconservatrice, une variante néokeynésienne. Une issue complètement altermondialiste est peu probable à court terme mais le renforcement du mouvement altermondialiste pèsera sur les issues possibles.

Il reste une discussion sur la suite de ce cycle à venir, posant, pour les trente ou quarante prochaines années, la question historique d'un dépassement du capitalisme et donnant ainsi une portée nouvelle à l'altermondialisme. Le premier danger concerne la pauvreté. La sortie de crise consistera à faire payer la crise aux pauvres, et d'abord aux discriminés et aux colonisés. Pour faire passer de telles politiques, il faudra beaucoup de répression favorisant des régimes autoritaires et même fascistes. Les risques de guerre sont aussi une issue classique des grandes crises. D'autant que le monde est déjà en guerre et que les conflits sont permanents et la déstabilisation systématique. Les dangers sont connus, les opportunités ouvertes le sont moins.

Quatre opportunités sont ouvertes par la crise. D'abord, la défaite idéologique du néolibéralisme favorise la montée en puissance de la régulation publique. Ensuite, la redistribution des richesses redonne une possibilité de retour du marché intérieur, de stabilisation du salariat et de garantie des revenus et de la protection sociale, de redéploiement des services publics. De plus, le rééquilibrage entre le Nord et le Sud ouvre une nouvelle phase de la décolonisation et une nouvelle géopolitique du

monde. Il s'accompagne d'une nouvelle urbanisation et des migrations qui sont les nouvelles formes du peuplement de la planète. Enfin, la crise du modèle politique de représentation rend incontournables la démocratie sociale et le renforcement de la démocratie représentative par la démocratie participative.

L'altermondialisme donne une perspective à la sortie de la crise actuelle dans ses différentes configurations. Il permet de fonder, contre les conservatismes autoritaires et répressifs, les coalitions pour les libertés et la démocratie. Il permet de lutter contre l'alliance possible entre les néolibéraux et les néokeynésiens en poussant les résistances et les revendications pour la modernisation sociale. Il permet de pousser le néokeynésianisme radical dans ses limites. Il permet d'esquisser les alternatives qui caractériseront un autre monde possible. Mais il faut aller plus loin. Si le capitalisme n'est pas éternel, la question de son dépassement est d'actualité. Et nous pourrions commencer, dès maintenant, à revendiquer et à construire un autre monde possible.

Altermondialisme. Une tendance à fuir la question politique

Marc Mangenot, économiste et sociologue, Fondation Copernic.

Les forums sociaux, dont l'idée est née après Seattle (1999), se sont constitués en lieux d'où pouvaient surgir des pensées nouvelles et de nouvelles formes d'organisation ou de convergences à différents niveaux. L'ambition affirmée des forums sociaux se résumait et se résume encore dans la formule « un autre monde est possible », sans volonté d'uniformiser. Au contraire, prévaut l'idée qu'un autre monde doit être fondé sur la capacité de chaque société ou région de se construire selon ses vues propres, en coopération, c'est-à-dire à l'opposé de la guerre (répudiée comme moyen de régler des différends) et de la concurrence (autre guerre qui contraint et enrôle le monde du travail : salarié, paysan, artisan, sous-employé, sans emploi...).

Autant dire que les forums sociaux sont confrontés tout à la fois aux firmes capitalistes et aux institutions politiques nationales et internationales et, ce faisant, au champ politique et aux organisations politiques partidaires. Toutefois au sein des forums sociaux les débats ne portent pas directement sur ces points. Au sein des forums sociaux, la question de savoir comment se saisir du politique n'est pas posée ou, plus exactement, n'est pas formulée. Les forums sociaux sont dans le champ politique mais ils tendent à fuir la question politique. Il y a de multiples raisons à cela : des divergences quant

à l'analyse des causes des désastres constatés, des divergences quant aux objectifs au-delà des affirmations de principes, des méfiances nées des expériences politiques réelles qui ont marqué, de façon spécifique, aussi bien l'Est que l'Ouest ou le Sud, pour parler en termes simplifiés. Avec l'aggravation de la crise, depuis dix-huit mois, la question devient cependant plus aiguë.

Les forums sociaux, après une longue période d'évitement, pourraient et devraient s'engager plus explicitement dans le champ politique, en débattre à tout le moins, confronter les vues et les expériences sociales et politiques, organiser des convergences, voire des coordinations permettant d'engager le fer aussi dans la sphère politique. L'analyse des réponses apportées par les pouvoirs en place en montre l'urgence et la nécessité. Ces réponses ne parlent que de relancer, régulariser, « moraliser » un système dont la faillite, les contradictions et les méfaits sont patents. Ce n'est pas, en effet, l'irrationalité ou la « malhonnêteté » de certains spéculateurs qui ont déclenché cette crise majeure. Ce sont les mécanismes mêmes du capitalisme (et les marchés financiers quasiment libérés de toute règle et de tout contrôle efficace) qui sont à l'origine de ce qui est offert aux citoyens comme spectacle d'un désastre dont ils sont les victimes. Il faut choisir entre la spéculation et le profit, d'un côté, et l'utilité sociale, d'un autre ; entre le capital et le travail, entre la barbarie et la vie.



Les débats *

Interventions de la matinée

Thomas Coutrot – ATTAC France

La crise est à la fois une crise économique, écologique et une crise de la démocratie, le dépérissement de celle-ci étant délibérément organisé par les promoteurs du néolibéralisme.

Nous sommes confrontés à la troisième grande crise du capitalisme, après celle de la fin du 19^e siècle et celle de 1929 ; il s'agira probablement d'une crise durable se comptant en années.

Face à cette crise, aucune force sociale ne peut seule représenter les intérêts de l'humanité, ce qui valide l'approche large, « inter-classiste », proposée par ATTAC comme base de mobilisation.

Les réponses progressistes à cette crise peuvent s'envisager de deux points de vue : celle d'une approche néokeynésienne ou celle d'un dépassement du capitalisme.

La première approche semble devoir se heurter aux marges de manœuvre dans lesquelles pourraient trouver place des actions de relance budgétaires à la hauteur de la crise actuelle. Ces actions vont être fortement contraintes par les déficits des États qui ne pourront dès lors poursuivre une telle politique qu'au prix d'une réforme fiscale majeure – les seules sources de financement étant à chercher chez les bénéficiaires du cycle d'accumulation capitaliste qui a culminé lors de ces 30 dernières années.

Les limites d'une telle approche tiennent naturellement au fait qu'elle permettrait la reprise d'un nouveau cycle d'accumulation, qui ne pourrait qu'engendrer le cumul de nouveaux déséquilibres, quels que soient les projets de « croissance verte » que les défenseurs du capitalisme tentent de présenter comme une alternative.

La seconde approche pourrait s'articuler autour de – ou combiner – deux axes : la décroissance et la relocalisation des productions ainsi qu'une démarche de contrôle social progressif qui s'appuierait sur une stratégie inspirée de Gramsci et associant l'auto-organisation démocratique, le contrôle citoyen des entreprises, la promotion de médias et de logiciels libres.

Une telle progression permettrait de réaliser la vision de Castoriadis : (ma liberté ne finit pas, mais) « ma liberté commence où commence celle des autres ».

* Compte-rendu de Jean-Marc Capellero.

Elisabeth Gauthier–Espaces Marx/Transform!

La crise ne prend pas au dépourvu le mouvement altermondialiste, qui a stigmatisé depuis une dizaine d'années les déséquilibres accumulés par l'essor des politiques néolibérales et dont les effets destructeurs se vérifient aujourd'hui.

Toutefois, si nous sommes bien désormais devant une crise systémique, l'addition des luttes rassemblées lors des forums sociaux conserve-t-elle encore sa pertinence face à une tentative de « refonder » le capitalisme, appuyée par les dirigeants européens – d'Angela Merkel à Tony Blair, réunis dans ce but à Paris par Nicolas Sarkozy.

La question du dépassement du consensus antilibéral est sans doute aujourd'hui le « point aveugle » de l'altermondialisme et l'empêche de déboucher sur l'action. Les questions centrales sont de nos jours la crise du travail provoquée par la dégradation de la répartition des richesses au seul bénéfice des actionnaires, ce qui implique la remise en cause de leur pouvoir exclusif dans les entreprises.

Deux axes doivent être privilégiés : la question de la propriété et du contrôle des entreprises et le passage de l'antilibéralisme à l'élaboration d'une nouvelle alliance politique durable.

Fin de la matinée – débats

Franck Mérat–Collectifs unitaires

Il convient de veiller à ne pas affronter les visions des participants pour éviter toute balkanisation. Par ailleurs, la définition du travail mériterait d'être séparée de sa traduction marchande afin de reconnaître le travail domestique et toutes les formes d'autoproduction.

Élodie Vaxelaire–Parti de Gauche

Présente les priorités de son parti et met l'accent sur l'intérêt qu'il y aurait à revaloriser le rôle de l'État et à élaborer une vision rénovée de la planification économique comme réponse à la toute-puissance des marchés.

Jean-Guy Dufour–Forum social d'Ivry

Comment reprendre le contrôle sur le capitalisme, comment s'opposer alors que les informations nous manquent sur les multiples initiatives prises par les militants actifs dans les mouvements sociaux en cours ?

Pierre Khalfa–Solidaires, ATTAC

Recommande de ne pas opposer antilibéralisme et anticapitalisme afin d'éviter de présenter le premier comme « un excès » du capitalisme alors qu'il ne fait qu'en pousser la logique à son terme.

Il souligne également qu'il ne faut pas enterrer trop tôt la doctrine néolibérale, certains de ses défenseurs commençant à soutenir que la crise est non la manifestation des déséquilibres du marché mais la conséquence de l'intervention des États qui en auraient faussé le bon fonctionnement (critique d'institutions comme Fanny Mae et Freddy Mac, aux États-Unis).

Seul un contrôle des banques permettra de mettre fin au fonctionnement intrinsèquement déséquilibré du marché.

Gustave Massiah – IPAM (Initiatives pour un autre monde)

Le changement de système économique ne peut s'envisager que sur la durée, non par la disparition soudaine du mode de production capitaliste mais par sa subordination lors du processus qui conduira à sa disparition.

Monique Dental – Collectif Féministe «Ruptures»

Reprend et prolonge les remarques de Franck Mérat en insistant sur l'aspect constamment négligé de l'articulation entre le travail domestique et le travail dans sa définition classique.

Christian Pilichowsky – CGT Métallurgie

Observe que le mouvement altermondialiste rejoint difficilement le mouvement social dans la mesure où il n'a pas situé la question de la finalité du travail, laquelle se manifeste par les luttes sur le lieu de travail. Il faut donc réfléchir ensemble à la façon de faire converger les luttes issues du travail et des mouvements altermondialistes.

Fin de la matinée – débats (suite)

Elisabeth Gauthier – Espaces Marx

Insiste sur l'importance de ne pas subdiviser les questions mais de les situer dans la problématique générale du conflit capital-travail et de la question de sa résolution.

Nicolas Haeringer – Revue *Mouvements*

Attire l'attention sur le risque que peut comporter la dénonciation dramatisée des risques environnementaux et des risques de guerres. Loin de mobiliser, une présentation apocalyptique peut contribuer tout autant au repli sur soi, voire à la tentation autoritaire.

Henri Weber – Parti socialiste

L'issue n'est pas donnée d'avance : dépassement du capitalisme ou nouvelles formes de fascisme. Le néolibéralisme n'est pas mort idéologiquement : certains expliquent que c'est l'excès d'État ou les excès de la finance qui ont provoqué la crise, le capitalisme restant viable.

« Le cadavre néolibéral devra être tué plusieurs fois ». C'est le mouvement altermondialiste qui a dénoncé le premier avec le plus de force l'impasse où conduisait le capitalisme financier.

Thomas Coutrot – ATTAC France

Relève le désarroi des certains des grands acteurs du néolibéralisme, à l'instar d'Alan Greenspan déclarant s'être trompé sur la capacité des marchés à s'autoréguler et se dire « en état de choc » devant l'ampleur de la crise.

Insiste également sur la nécessité de ne pas se centrer exclusivement sur l'opposition capital-travail, d'autres fractures requérant des alliances sur le long terme afin de surmonter la contradiction apparente entre la démarche des écologistes qui vont, par exemple, demander une réduction du nombre d'automobiles et celles des syndicalistes de l'industrie automobile qui vont souhaiter l'inverse, dans le but de défendre les emplois.

Adrien Roux – Adels

Les forums sociaux n'ont pas abouti à une mutualisation des moyens et actions. La priorité est maintenant d'élaborer des contre-pouvoirs ciblant l'action politique sans visée électorale.

Thomas Coutrot – ATTAC France

Le bilan de l'altermondialisme, voire la question du post-altermondialisme, ne doit pas oublier que le mouvement altermondialiste a tout juste 10 ans. Avant de le juger dépassé, il convient peut-être de s'interroger sur, par exemple, la pertinence d'un « bilan » du mouvement ouvrier en 1858.

Il faut toutefois reprendre la question du pouvoir qui a été posée, faute de quoi aucun changement n'est possible. Il faut veiller à sortir par le haut dans les mobilisations en associant groupes écologistes comme Greenpeace et syndicats des industries automobiles, pétrolières, etc., afin de ne pas être enfermé dans une problématique professionnelle.

Interventions de l'après-midi

Nicolas Haeringer – *Revue Mouvements*

Introduit les débats de l'après-midi en souhaitant que l'on essaie de réfléchir sur le décalage entre les attentes suscitées par le mouvement altermondialiste – dans un contexte désormais propice – et la réalité des réponses apportées.

Pierre Khalfa – *Solidaires, ATTAC*

L'altermondialisme doit être apprécié dans son originalité mais aussi dans sa continuité avec les formes passées des mobilisations, avant de pouvoir en aborder les problèmes et les solutions qui pourraient y être apportées.

L'altermondialisme s'affirme tout d'abord par la priorité donnée aux droits humains, refusant que les marchés puissent décider de notre avenir. Mouvement « a-classiste », il est hétérogène par nature, mobilisant des intervenants très variés, parfois divergents politiquement, mais en accord sur des principes communs.

L'intérêt de la formule est de couvrir un espace politique très large, sa limite étant la recherche constante de consensus, obtenue par des débats exigeant des délais importants.

Ce fonctionnement repose sur le refus d'une structure pyramidale, sur le respect de la diversité. Cet aspect peut l'apparenter avec l'AIT – Association internationale des travailleurs – première Internationale.

Le point aveugle en est la question du rapport aux partis politiques, privilégiant la constitution de contre-pouvoirs. L'espoir est que le débat aboutisse à un consensus permettant de construire des alternatives. Les clivages qui se manifestent dans le mouvement tiennent au positionnement de chacun comme antilibéral, anticapitaliste, écologiste, ces différentes approches ne se recoupant pas nécessairement.

La crise joue toutefois désormais le rôle d'accélérateur dans la construction d'alternatives rendues impératives par l'incapacité patente du système à se réguler lui-même. Des actions à brève échéance, comme le contrôle socialisé des banques, pourraient, par exemple, faire consensus.

Les questions qui attendent des réponses claires se situent dans la relation du mouvement altermondialiste au politique, au sens partidaire et gouvernemental. Tout en veillant à conserver son indépendance, le mouvement doit définir une position évitant le soutien inconditionnel mais qui ne peut être indifférent aux bouleversements qui se produisent actuellement au Venezuela et en Bolivie.

Bernard Cassen – *Mémoire des luttes*

Il importe de se positionner par rapport aux initiatives de grande envergure que développent des pays comme la Bolivie, l'Équateur, le Venezuela. Au-delà

même de leur attitude anti-impérialiste, la mise en ordre de marche d'une initiative comme le SUCRE [Système Unitaire de Compensation RégionalE, du nom d'Antonio José de Sucre (1795-1830), lieutenant de Simon Bolivar et vainqueur de la bataille d'Ayacucho (1824) qui assura l'indépendance des colonies espagnoles d'Amérique du Sud] est une remise en cause pratique de la domination du FMI et de l'ordre imposé par les États-Unis depuis Bretton Woods en 1945. Il s'agit de la création d'un fonds de stabilisation monétaire réalisant concrètement ce que le Japon n'a pu faire aboutir en Asie à la suite de la crise de 1997.

Après le rôle de mobilisation et d'éducation populaire joué par l'altermondialisme, il faudrait peut-être définir un post-altermondialisme ouvrant la possibilité, pour ceux qui le souhaitent, d'actions communes au coup par coup, permettant d'élaborer des coopérations renforcées avec des partis et des gouvernements.

Gustave Massiah – IPAM (Initiatives pour un autre monde)

Comment essayer d'apprendre à penser une crise ? Tout d'abord, donner une définition du capitalisme : s'agit-il d'un système marqué par « une succession de phases de croissance séparées par des crises » ou par « une succession de crises séparées par des phases de croissance » ?

L'altermondialisme, antisystémique, mouvement social, ne peut discuter de l'exploitation sans discuter de l'oppression. Il lui appartient de « transformer ses faiblesses en forces » (Ho Chi Minh).

Les issues à la crise actuelle se résument pour l'essentiel à :

- l'apparition de régimes autoritaires, régressifs, promoteurs d'un « néolibéralisme de guerre »,
- une évolution réformatrice, par exemple un « Green New Deal » néokeynésien,
- un dépassement du capitalisme.

Les risques majeurs de la crise sont :

- la misère liée à un chômage de masse,
- les famines, dues notamment au chaos des marchés des denrées alimentaires,
- les guerres, qui pourraient découler de l'aggravation des tensions entre les grands blocs économiques.

La crise est toutefois porteuse de nombreuses opportunités, dues notamment à la défaite du néolibéralisme. Il suffit de citer l'un des résumés les plus célèbres de cette doctrine : « L'État n'est pas la solution, l'État est le problème » (Ronald Reagan) pour mesurer la faillite que représente pour elle l'intervention massive de l'État comme dernier recours.

Il faut cerner la nature de l'État : à la fois instrument de classe, mais aussi représentant de l'intérêt commun et pivot des politiques de redistribution. Cette délimitation n'exclut pas, mais même renforce la nécessité d'un contrôle social : la planification a échoué parce qu'elle voulait imposer un optimum

par le haut. Il faut imaginer, en lieu et place de la planification, une série d'approximations successives.

Reste enfin la question de l'équilibre Nord-Sud : les pays émergents vont-ils rallier le Nord ou choisir un autre modèle ?

Fin de l'après-midi – débats

Marie-Christine Delacroix – collaboratrice au Conseil général du Val-de-Marne et militante associative (Amérique latine)

Influence marquante des forums sociaux sur la démocratie locale via la démocratie participative : il semble de plus en plus inconcevable pour un élu d'attendre les années qui le séparent de la prochaine élection pour solliciter la participation des électeurs et citoyens.

Guillaume Bertrand – OpenFSM. net

Le forum social mondial doit aussi s'envisager sous l'angle de l'appui qu'il constitue pour les initiatives locales.

Gustave Massiah – IPAM (Initiatives pour un autre monde)

Problématique de la lutte des classes : problème de la représentation et des identités multiples où l'exploité se voit au travers de prismes communautaires, religieux, et non nécessairement de classes.

Pierre Khalfa – Solidaires, ATTAC

L'altermondialisme est « a-classiste » parce que :

- le capital s'approprie aujourd'hui tous les domaines, sociaux, culturels, le vie elle-même (OGM, biotechnologies) et que donc l'opposition déborde la seule lutte de classes,
- la course de vitesse entreprise par les classes dominantes pour imposer leur sortie de crise justifie une alliance large pour empêcher toute recherche d'instauration de régimes autoritaires.

Elisabeth Gauthier – Espaces Marx/Transform!

Propose de prolonger la journée par la création d'un laboratoire permanent d'études et de mobilisation.